

Acte rendu exécutoire après :

- **transmission en Préfecture le : 07 DEC. 2023**
- **publication le : 07 DEC. 2023**

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	Début : 14h30 / Fin : 16h20
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	21 novembre 2023
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	21 novembre 2023
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	6	Myriam PARIS – Franck FAVRE – Gérard HUG – Claude BRENDER – Christelle LEHRY – Jean-Laurent KISTLER
Présents en visio-conférence	2	Éric STRAUMANN – Odile UHLRICH-MALLET
Procurations	5	Gérard HUG, procuration de Lucien MULLER Franck FAVRE, procuration de Céline KERN-BORNI Myriam PARIS, procuration de Bertrand BURGER Jean-Laurent KISTLER, procurations de Yann QUIQUANDON et Philippe THENOZ
Absents non représentés	3	Christian ZIMMERMANN – Lionel ROUILLON – Nicolas BRUTIN

REMBOURSEMENT DES AVANCES CONSENTIES PAR LES MEMBRES DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DU PORT RHENAN DE COLMAR / NEUF-BRISACH

Par délibération du 05 juillet 2023, le Comité Syndical a autorisé le Président à finaliser et signer un nouveau protocole visant le remboursement par le Syndicat des sommes dues au titre des avances consenties par les anciens membres de l'Établissement Public (3.655.038,22 €), en portant le délai de remboursement à décembre 2026.

Ce délai est justifié par la situation de trésorerie du Syndicat et des engagements contractuels liés à la cession foncière décalée dans le temps de trois secteurs de la zone industrialo-portuaire EcoRhena.

À la demande du Port Autonome de Strasbourg, il est proposé que le remboursement de cette dette aux ex-membres de l'Établissement Public puisse intervenir dès l'encaissement du prix de cession des terrains (secteurs 2 et 3) au profit de la société LIEBHERR-France, sans attendre ainsi l'échéance de fin 2026 comme stipulé actuellement dans le nouveau protocole.

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance et avoir délibéré, à l'unanimité,

- **PREND ACTE** des informations présentées ;
- **VALIDE** le principe d'un remboursement anticipé de cette dette (avant l'échéance de fin 2026) dans le cas où l'encaissement du prix de cession des terrains (secteurs 2 et 3) au profit de la société LIEBHERR-France serait effectué.

Adopté à l'unanimité
Pour extrait conforme

Le Président,
Gérard HUG

